



PRÉFET DE SEINE-ET-MARNE

Arrêté préfectoral n°17/DRIEE/UD77/039
de mise en demeure à l'encontre de la société SOUFFLET AGRICULTURE
sise 49 rue des étangs à MOUY-SUR-SEINE (77480)

**Le Préfet de Seine-et-Marne,
Officier de la Légion d'honneur,
Chevalier de l'Ordre national du Mérite,**

VU le Code de l'environnement, Livre V, Titre 1^{er} relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement,

VU l'arrêté préfectoral n° 09 DAIDD IC 174 du 30 juin 2009 imposant des prescriptions complémentaires à la société SOUFFLET AGRICULTURE pour la poursuite de l'exploitation du silo de MOUY-SUR-SEINE,

VU le rapport de la Direction Régionale et Interdépartementale de l'Environnement et de l'Énergie d'Île-de-France n° E/12-418 du 02 mars 2012,

VU le rapport de la Direction Régionale et Interdépartementale de l'Environnement et de l'Énergie d'Île-de-France n° E/15-1422 du 24 juin 2015,

CONSIDÉRANT que l'établissement exploité par la société SOUFFLET AGRICULTURE sur la commune de MOUY-SUR-SEINE est un établissement comportant des installations classées pour la protection de l'environnement, soumis au régime de l'autorisation, dont les risques et nuisances sont réglementés par l'arrêté préfectoral susvisé,

CONSIDÉRANT que l'exploitant ne dispose pas d'un plan de ces réseaux d'eau et des égouts à jour,

CONSIDÉRANT que l'exploitant ne dispose pas d'un dispositif qui permette d'isoler son site du milieu extérieur en cas d'incident,

CONSIDÉRANT que l'exploitant ne dispose pas d'un séparateur d'hydrocarbures en amont du rejet des eaux pluviales susceptibles d'être polluées.

CONSIDÉRANT dans ces conditions qu'il n'a pas été établi que toutes les mesures nécessaires à garantir les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du Code de l'environnement ont bien été prises,

Sur proposition du Directeur Régional et Interdépartemental de l'Environnement et de l'Énergie d'Île-de-France ;

ARRÊTE

Article 1er :

Monsieur le Directeur de la société SOUFFLET AGRICULTURE, dont le siège social est situé Quai Sarraill – BP 12 – 10400 NOGENT SUR MARNE est mis en demeure pour son établissement situé sur la commune de MOUY-SUR-SEINE, de respecter dans un délai d'un mois à compter de la notification du présent arrêté :

- l'article 1.2 du titre 5 de l'arrêté préfectoral n°09 DAIDD IC 174 du 30 juin 2009 :
 - en établissant un plan daté et signé de ces réseaux d'eau et des égouts.

Article 2 :

Monsieur le Directeur de la société SOUFFLET AGRICULTURE, dont le siège social est situé Quai Sarraill – BP 12 – 10400 NOGENT SUR MARNE est mis en demeure pour son établissement situé sur la commune de MOUY-SUR-SEINE, de respecter dans un délai de six mois à compter de la notification du présent arrêté :

- l'article 1.5 du titre 5 de l'arrêté préfectoral n°09 DAIDD IC 174 du 30 juin 2009 :
 - en mettant en place un séparateur d'hydrocarbures en amont du rejet des eaux pluviales susceptibles d'être polluées.

Article 3 :

Monsieur le Directeur de la société SOUFFLET AGRICULTURE, dont le siège social est situé Quai Sarraill – BP 12 – 10400 NOGENT SUR MARNE est mis en demeure pour son établissement situé sur la commune de MOUY-SUR-SEINE, de respecter dans un délai de six mois à compter de la notification du présent arrêté :

- l'article 1.4 du titre 5 de l'arrêté préfectoral n°09 DAIDD IC 174 du 30 juin 2009 :
 - en mettant en place un système qui permet d'isoler le site du milieu extérieur en cas d'incident.

Article 4 :

Faute d'obtempérer à la présente injonction dans le délai imparti, le responsable précité sera passible des sanctions tant pénales qu'administratives prévues par les textes relatifs aux installations classées.

Article 5 : DELAI ET VOIES DE RECOURS (art. L. 514-6 du Code de l'environnement)

La présente décision peut être déférée devant le Tribunal Administratif (Tribunal Administratif de Melun – 43 rue du Général de Gaulle – 77000 MELUN) :

- par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois qui commence à courir à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée,
- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de

l'installation présente pour les intérêts visés à l'article 1er, dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de ces décisions.

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'arrêté autorisant l'ouverture de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

Article 6 :

- le Secrétaire Général de la Préfecture,
- le Maire de Mouy-Sur-Seine,
- le Directeur Régional et Interdépartementale de l'Environnement et de l'Énergie d'Île-de-France à Paris,
- le Chef de l'Unité Départementale de Seine-et-Marne de la Direction Régionale et Interdépartementale de l'Environnement et de l'Énergie d'Île-de-France à Savigny-le-Temple,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne d'assurer l'exécution du présent arrêté dont une copie sera notifiée à la Société SOUFFLET AGRICULTURE, sous pli recommandé avec avis de réception.

Fait à Melun, le 14 avril 2017

Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur empêché,
Le Chef de l'Unité Départementale de Seine-et-Marne,

Signé

Guillaume BAILLY

Pour ampliation,
Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation,
Le Chef de l'Unité Départementale de
Seine-et-Marne,

Guillaume BAILLY

DESTINATAIRES :

- Exploitant,
- M. le Maire de Mouy-sur-Seine,
- M. le Chef de l'Unité Départementale de Seine-et-Marne de la Direction Régionale et Interdépartementale de l'Environnement et de l'Énergie d'Île de France,
- M. le Directeur Régional et Interdépartemental de l'Environnement et de l'Énergie d'Île-de-France à Paris,
- SDIS,
- DCSE Pôle des Procédures d'Utilité Publique,
- Chrono.

